



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 20 – 2 juin 2023

🍷 Sommaire

Fait marquant

- Deux députés travaillistes s'inquiètent des effets de l'expansion de la zone à très faibles émissions (ULEZ) de Londres

Climat & Energie

- Le *Labour* devrait promettre l'interdiction tout nouveau permis d'exploration ou de production d'hydrocarbures s'il accédait au pouvoir
- La *taskforce* pour le solaire et le gouvernement s'accordent pour prioriser les déploiements de panneaux sur les bâtiments tertiaires
- La *Competition and Markets Authority* dénonce les pratiques commerciales frauduleuses de certains entrepreneurs de la rénovation énergétique
- Le gouvernement appelle les clients dotés d'un compteur prépayé à réclamer leur chèque énergie

Environnement

- Le gouvernement écossais serait sous la pression de Westminster pour abandonner son projet de consigne sur le verre
- L'*Environment Agency* n'a sanctionné que 4 compagnies d'eau pour des rejets d'eaux usées entre 2018 et 2022

Industrie

- Le parti travailliste propose de faire évoluer les règles d'expropriation

Transports

- Selon la *Resolution Foundation*, le gouvernement devrait créer une taxation au kilomètre permettant de taxer les véhicules électriques
- Les supermarchés baissent les prix du diesel à la pompe



Fait marquant

Deux députés travaillistes s'inquiètent des effets de l'expansion de la zone à très faibles émissions (ULEZ) de Londres

Les députées Abena Oppong-Asare et Ellie Reeves, élues de circonscriptions du [Grand Londres](#), ont adressé deux courriers séparés au maire de Londres Sadiq Khan. Elles demandent une étude urgente sur les mesures de soutien supplémentaires qui pourraient être offertes aux ménages et entreprises avant l'expansion de l'ULEZ le 29 août. Les élues reconnaissent l'utilité de mesures comme l'ULEZ pour améliorer la qualité de l'air mais alertent sur la dépendance de leurs électeurs à la voiture (nombre d'entre eux ne disposeraient pas d'un accès aux transports en commun londoniens) et du coût de remplacement d'un véhicule en période de crise du coût de la vie. La mairie de Londres a mis en place un fonds de remplacement des véhicules polluants ([scrappage scheme](#)) de 110 M£, proposant différentes options, mais ce montant est généralement jugé insuffisant. Face à ces inquiétudes, le maire [Sadiq Khan](#) a annoncé ce jeudi que ce fonds serait étendu dès le mois de juillet à certains publics vulnérables : Londoniens percevant des allocations familiales, entreprises enregistrées à Londres et employant moins de 50 personnes (contre moins de 10 selon les règles d'éligibilité actuelles), associations basées à Londres qui souhaitent réaménager (*retrofit*) ou acheter jusqu'à trois fourgons ou minibus (contre un seul selon les règles actuelles), et travailleurs sociaux « *ayant besoin d'aide* ».

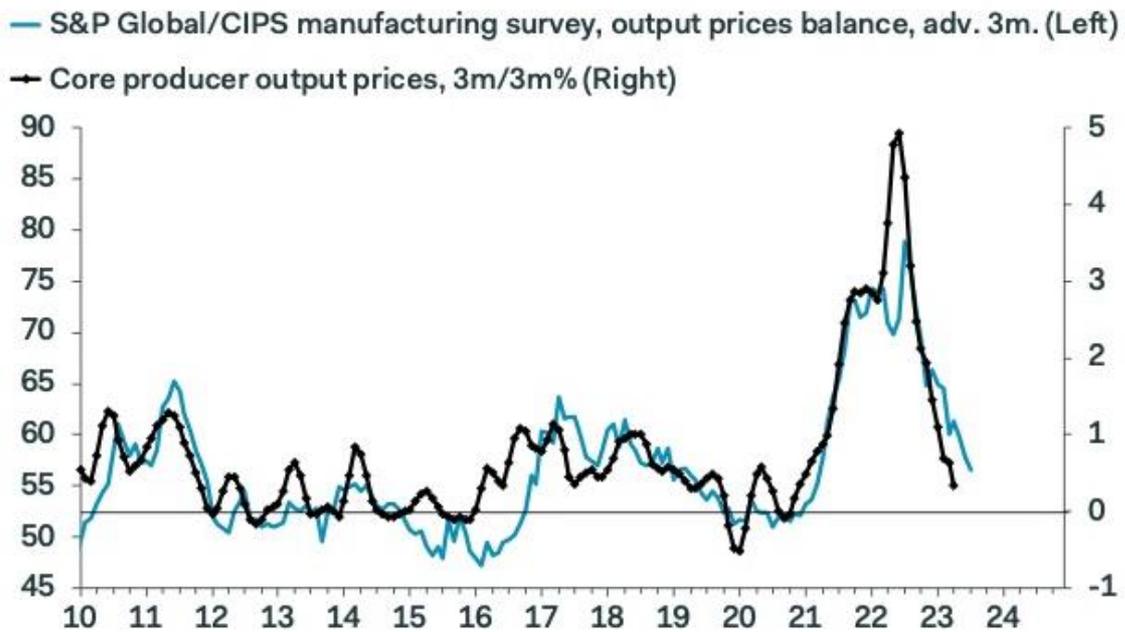
Le chiffre de la semaine

17 %

Le nombre de *miles* parcourus par des camionnettes de livraison à Londres pourrait être réduit de 17% d'ici 2030 avec la généralisation de « [vélos-cargos non polluants](#) ». Ce résultat était présenté dans la [stratégie](#) londonienne de déploiement des vélos cargo en mars. Will Norman, commissaire londonien pour la promotion de la marche et du vélo, présentait cette semaine ces résultats devant la communauté d'affaires de la capitale afin de les inciter à remplacer rapidement leurs véhicules de livraison. La difficulté pour obtenir des financements pour l'achat de ces véhicules (un vélo-cargo coûte en moyenne 8 000 £), le faible nombre de dépôts qui rendent les trajets vers les lieux de livraison finaux importants, et les difficultés liées à la recharge ou à une nouvelle organisation des livraisons représentent toutefois des obstacles importants à leur généralisation à Londres.



Le graphique de la semaine



L'indice PMI (*Purchasing Managers' Index*) dans l'industrie manufacturière britannique est passé de 47,8 en avril à 47,1 en mai. Le nombre de nouvelles commandes a atteint son plus bas niveau depuis janvier, reflétant une demande plus faible tant sur le marché domestique qu'à l'export. L'inflation semble toutefois ralentir, ce qui s'expliquerait en partie par un retour des coûts logistiques à leurs niveaux pré-pandémiques et par une baisse importante des prix de gros du gaz par rapport à 2022. Le niveau de confiance des entreprises manufacturières recule pour la première fois depuis novembre, suggérant que la reprise du secteur en 2023 pourrait être moins dynamique qu'espérée.

Climat & Energie

Le *Labour* devrait promettre l'interdiction tout nouveau permis d'exploration ou de production d'hydrocarbures s'il accédait au pouvoir

Alors qu'il présentera le mois prochain en Ecosse les propositions du *Labour* dans les domaines de l'énergie et du climat en vue des prochaines élections générales, le leader du parti travailliste, Keir Starmer, devrait promettre d'interdire tout nouveau permis d'exploration ou de production d'hydrocarbures, selon le [Sunday Times](#). Si le parti y voit une nécessité pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, le gouvernement conservateur la rejette au nom de la sécurité énergétique du pays.

La *taskforce* pour le solaire et le gouvernement s'accordent pour prioriser les déploiements de panneaux sur les bâtiments tertiaires

Dans son premier [communiqué](#), la *taskforce* sur l'énergie solaire, co-présidée par le secrétaire d'Etat chargé de l'énergie Graham Stuart et le président de l'association professionnelle *Solar Energy UK*, voit un « *potentiel encore inexploité* » dans le déploiement de panneaux solaires sur les toits des bâtiments tertiaires (entrepôts, centres commerciaux, écoles) et des parkings. Il s'agissait de la première réunion de cette *taskforce*, créée sur la recommandation du rapport Skidmore. L'élaboration d'une feuille de route pour atteindre l'objectif de 70 GW installés en 2035, la formation de la main d'œuvre et la création d'une chaîne d'approvisionnement britannique faisaient également partie des sujets mis à l'ordre du jour.

La *Competition and Markets Authority* dénonce les pratiques commerciales frauduleuses de certains entrepreneurs de la rénovation énergétique

Dans un [rapport](#) publié le 31 mai 2023, l'autorité de la concurrence britannique, la *Consumers and Market Authority* (CMA) souligne la complexité des informations relatives aux travaux de rénovation énergétique des logements et dénonce les allégations trompeuses de certaines entreprises concernant les économies d'énergie ou les bénéfices environnementaux de leurs produits. Elle critique également l'utilisation des termes « *hydrogen-ready* » ou « *hydrogen-blend* » lors de la vente de nouvelles chaudières à gaz, pratique qualifiée d'éco-blanchiment par l'autorité. Le CMA a publié un guide pour accompagner les consommateurs dans leurs achats et poursuivra ses travaux d'investigation et de consultation de toutes les parties prenantes.

Le gouvernement appelle les clients dotés d'un compteur prépayé à réclamer leur chèque énergie

Une coalition de fournisseurs d'énergie, d'associations de consommateurs et d'œuvres caritatives se sont jointes à l'initiative « [Claim your energy voucher day](#) » lancée le 31 mai par le gouvernement. L'aide gouvernementale au paiement des factures énergétiques de 400 £ n'est en effet pas versée automatiquement aux clients dotés de compteurs prépayés. Selon le gouvernement, il resterait 130 M£ à dépenser d'ici le 30 juin. 83 % des bénéficiaires cibles ont déjà réclamé cette aide.

Environnement

Le gouvernement écossais serait sous la pression de Westminster pour abandonner son projet de consigne sur le verre

Le gouvernement écossais a prévu d'introduire à partir du 1^{er} avril 2024 un dispositif de consigne des bouteilles et canettes à usage unique et a demandé à Westminster une dérogation aux règles du marché intérieur britannique. Le gouvernement britannique a déclaré vendredi 26 mai qu'il n'autoriserait le nouveau dispositif écossais que s'il excluait le verre de son périmètre afin de s'aligner sur le régime qui entrera en vigueur en octobre 2024 en Angleterre et en Irlande du Nord. Le dispositif ne couvrirait ainsi que les contenants en plastique, en aluminium et en acier. La ministre écossaise chargée de l'économie circulaire, [Lorna Slater](#), a fortement critiqué cette

position de Westminster, accusant le gouvernement britannique de vouloir « *saboter le dispositif* », et déclarant « *étudier les différentes options envisageables* ».

L'Environment Agency n'a sanctionné que 4 compagnies d'eau pour des rejets d'eaux usées entre 2018 et 2022

Selon les données de l'Environment Agency obtenues par le [Financial Times](#), seulement 4 compagnies d'eau – *Southern Water*, *Severn Trent*, *Anglian Water* et *Yorkshire Water* - ont fait l'objet de sanctions entre 2018 et 2022 pour avoir outrepassé leurs permis de rejet d'eaux usées, malgré des milliers de déversements d'eaux usées. Le montant total des amendes s'élève à 94 M£, dont 90 M£ à l'encontre de *Southern Water* exclusivement. De même, le régulateur du secteur, l'Ofwat, n'a sanctionné que 3 compagnies entre 2018 et 2022 pour des manquements aux règles précisant les modalités de rejet d'eaux usées et seulement une a été sanctionnée pour ne pas avoir respecté les règles concourant à prévenir les risques de déversement. Pour mémoire, l'Ofwat a ouvert récemment des procédures à l'encontre de 6 compagnies.

Industrie

Flash – En amont d'un vote de confiance qui doit se tenir le 6 juin, la [Confederation of British Industry](#) (CBI) a publié un document présentant les propositions visant à « réformer sa culture » et accélérer le recrutement d'un nouveau président qui prendra ses fonctions début 2024.

Le parti travailliste propose de faire évoluer les règles d'expropriation

Selon les règles actuelles, lorsque les collectivités locales achètent un terrain nu et/ou des terres agricoles dans le cadre d'[expropriations](#) (*compulsory purchase orders*, CPO), elles doivent verser une « *hope value* » au propriétaire prenant en compte l'augmentation de la valeur du terrain une fois aménagé. Le parti travailliste envisagerait de supprimer cette obligation pour les collectivités locales anglaises, ce qui permettrait d'augmenter le nombre de terrains constructibles à des prix plus abordables. Le parti travailliste s'est en effet engagé à augmenter massivement le nombre de logements neufs construits en Angleterre s'il parvenait au pouvoir lors des prochaines élections législatives. A la suite d'une consultation menée en 2022, le gouvernement a pour sa part annoncé un amendement du futur *Levelling Up and Regeneration Bill* actuellement devant la Chambre des Lords. Selon ce projet d'amendement, le ministre du *Levelling Up* pourrait suspendre ou réduire les paiements compensatoires « *hope value* », mais ces décisions seraient examinées au cas par cas.

🌐 Transports

Flash – Le gouvernement a publié les résultats d'une [étude](#) indépendante, commandée par le ministère des Transports, visant à réduire le coût de formation des pilotes d'avions de ligne. L'étude propose notamment la mise en place d'une bourse, financée par le gouvernement, permettant de couvrir tout ou partie des coûts de formation.

Flash – Environ 40 % des [trains](#) devraient circuler lors des 3 jours de grève cette semaine avec toutefois d'importantes variations régionales. Le gouvernement a fortement critiqué l'action des syndicats – qui ont rejeté l'offre salariale du *Rail Delivery Group* représentant les compagnies ferroviaires car jugée « *inacceptable* » - les dates coïncidant avec la fin d'une semaine de vacances scolaires et des événements sportifs majeurs.

Selon la *Resolution Foundation*, le gouvernement devrait créer une taxation au kilomètre permettant de taxer les véhicules électriques

Le développement rapide du parc de véhicules électriques devrait priver le R-U d'importantes recettes fiscales: la taxe à l'immatriculation (*vehicle excise duty*, VED) et surtout, les droits d'accises sur le carburant (*fuel duty*), dont ils sont exonérés, ont représenté un total de 31,8 Md£ de recettes en 2021. Face à ce risque, le gouvernement a annoncé, lors du budget d'automne 2022, que les véhicules électriques devraient s'acquitter de la VED à partir de 2025. La [Resolution Foundation](#) juge cette mesure insuffisante pour éviter la perte de recettes fiscales. Le think tank estime également qu'en l'absence de taxation au kilomètre, le coût d'utilisation d'une voiture électrique demeurera inférieur à celui d'une voiture thermique ce qui n'incitera pas les automobilistes à faire évoluer leurs habitudes et se diriger vers les transports en commun. La *Resolution Foundation* propose plusieurs mesures:

- Introduire une taxation au kilomètre (6 *pences/mile* + TVA) pour les véhicules électriques à partir de 2027. Ce système serait contrôlé par GPS. Les conducteurs de véhicule thermiques resteraient pour leur part assujettis au *fuel duty*.
- Octroyer aux collectivités locales la possibilité d'introduire une taxation visant à réduire le trafic local (*congestion charge*) en s'appuyant sur le système GPS pour réduire les coûts de mise en œuvre.
- Réformer le fonctionnement de la VED, notamment celle réglée lors de l'achat d'un véhicule neuf, en définissant les taux en fonction du poids du véhicule plutôt que de ses niveaux d'émissions.
- Abaisser le taux de TVA sur les bornes de recharge publique de 20 à 5 % pour l'aligner sur le taux applicable aux bornes de recharge résidentielles.

Les supermarchés baissent les prix du diesel à la pompe

Selon la société de services automobiles RAC, les prix du [diesel](#) à la pompe auraient diminué de 7,44 *pences*/L en moyenne par rapport aux prix observés mi-mai. Selon la RAC, cette baisse de prix s'expliquerait par la publication par l'Autorité des marchés et de la concurrence (CMA) de conclusions provisoires sur le marché de détail des carburants (conclusions publiées le 15 mai dans un [document](#) présentant les actions de la CMA face à la crise du coût de la vie). Pour mémoire la CMA avait, à la demande du gouvernement, lancé une enquête sur le sujet l'année

dernière et doit publier son rapport final début juillet. Dans le document publié le 15 mai, l'Autorité constate que les marges des supermarchés étaient en mars 2023 en moyenne trois fois plus importantes pour le diesel que pour le pétrole (les prix de gros du diesel diminuent depuis mars 2023 et demeurent stables pour le pétrole). Soulignant le manque de coopération de plusieurs chaînes de supermarchés, la CMA indique vouloir interroger leurs dirigeants afin qu'ils s'expliquent sur l'évolution de leurs marges.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international